



**ALGER - Le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia a estimé dimanche à Alger que l'ouverture des frontières terrestres avec le Maroc voisin n'était pas à l'ordre du jour, accusant Rabat de chercher à impliquer Alger dans le conflit libyen.**

Ces derniers temps on observe (...) des déclarations de l'agence officielle marocaine et une agitation du lobby officiel marocain aux Etats-Unis pour vouloir impliquer l'Algérie dans l'envoi de mercenaires en Libye, dans l'envoi d'armes en Libye, a-t-il dénoncé dans une conférence de presse.

Ce genre de choses ne sont pas des facteurs qui aident à l'ouverture de la frontière, a-t-il poursuivi. En tout état de cause l'ouverture de la frontière n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y a rien de programmé et elle arrivera un jour, a-t-il dit. Mais pour quelle arrive elle a besoin d'un climat et le climat se concrétise par des déclarations, a encore ajouté le Premier ministre algérien.

La frontière terrestre entre les deux pays a été fermée en 1994 à la suite d'un attentat islamiste à Marrakech (sud du Maroc) que Rabat avait imputé aux services secrets algériens.

Depuis plusieurs semaines Alger oppose les démentis les plus clairs, selon les termes du ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci, aux accusations d'envoi de mercenaires ou d'armement en Libye pour aider Mouammar Kadhafi confronté à une rébellion dirigée par le Conseil national de transition (CNT) soutenu militairement par l'Otan depuis la mi-mars. La presse algérienne a toujours accusé les Marocains d'être derrière ces accusations.

Pourtant, M. Ouyahia a souligné que les liens économiques des deux pays étaient très importants. Nous n'avons aucun désaccord bilatéral avec le Maroc: la preuve nos échanges commerciaux sont très importants et le Maroc se classe en première position dans les échanges commerciaux avec l'Algérie en Afrique, a-t-il dit.

Ces quatre derniers mois, Rabat et Alger ont échangé des visites de ministres qui avaient laissé augurer d'un réchauffement progressif de leurs relations politiques, gelées également à cause notamment du conflit du Sahara Occidental.

Alger soutient le Front Polisario qui rejette le plan marocain pour l'ancienne colonie espagnole accordant sous sa souveraineté une large autonomie ainsi qu'un gouvernement et un parlement locaux. Le Polisario milite pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination via un référendum.

Une nouvelle session de négociations informelles entre les deux parties sous l'égide des Nations Unies est prévue du 5 au 7 juin prochains dans la banlieue de New York.

**(©AFP / 29 mai 2011 13h16)**